NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE

Distr.
GENERALE

S/6418
7 juin 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

TELEGRAMME, EN DATE DU 6 JUIN 1965, ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR LE SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

Conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après, pour l'information du Conseil de sécurité, le texte d'un câblogramme envoyé le 6 courant par le Dr José A. Mora, Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains :

Complément au message du Dr José A. Mora envoyé ce matin à Votre Excellence :

"Le vendredi 4 juin 1965, vers 21 heures, le général Telmo Vargas, mon conseiller militaire, a reçu un appel téléphonique du colonel Noguera, du poste de commandement du colonel Caamaño, qui lui a signalé que plusieurs points de la ville avaient de nouveau, ce soir-là, été pris sous un feu de mortier, qu'en l'occurrence, les décharges avaient été au nombre de neuf, les endroits touchés ayant été l'intersection des rues du 19 mars et Juan Isidro Perez, l'école argentine et l'intersection des rues José Reyes et Juan Isidro Perez, qu'un projectile était tombé sur la clinique du Dr Dinzey et que le colonel Cavalcanti et M. Diego Cordoves, tous deux de l'ONU, se trouvaient au poste de commandement, où ils étaient allés passer la soirée, comme je l'ai indiqué dans mon télégramme antérieur.

"Le général Vargas, au cours de sa communication téléphonique, a demandé à parler personnellement au colonel Cavalcanti, qui lui a indiqué que vers 19 h 45, il avait entendu 8 décharges qui semblaient être un tir de mortier, dont il n'était pas possible de déterminer l'origine, mais qui paraissaient provenir de l'autre rive de l'Ozama. Le colonel Cavalcanti a ajouté qu'il allait immédiatement communiquer ce fait à l'ONU et qu'il se rendrait ensuite à l'hôpital pour constater combien il y avait de morts et de blessés. Ces renseignements, une fois reportés sur le plan de la ville, m'ont été communiqués par le général Vargas.

Etant donné les faits signalés, j'ai cru devoir me rendre d'urgence au poste de commandement du colonel Caamaño aux fins de vérification. Avant de quitter l'hôtel, j'ai mis au courant de l'affaire la Commission ad hoc et le général Panasco Alvim, qui se trouvaient réunis à ce moment à l'hôtel Embajador.

Je suis sorti de l'hôtel avant 22 heures, accompagné du général Vargas, du Dr Morales Carrion et de M. Modesto Lucero, ayant téléphoné au préalable au poste de commandement du colonel Caamaño pour annoncer que nous nous rendions dans cette zone.

Au siège du commandement unifié de la Force interaméricaine de paix (FIP), qui se trouve sur le chemin, le colonel Rank, de l'armée d'El Salvador, s'est joint au groupe et nous a aidés à franchir les postes de contrôle de la zone de sécurité, jusqu'à l'entrée de la zone du colonel Caamaño, où nous avons été reçus et pris en charge par un officier qui s'est mis à notre disposition pour nous faciliter le passage des postes de contrôle de cette zone. Vers 23 h 20, nous sommes arrivés au siège du commandement du colonel Caamaño et nous avons été immédiatement invités à passer dans la pièce où se trouvaient le colonel Cavalcanti et M. Cordoves, de l'ONU, ainsi que des officiers du commandement du colonel Caamaño, dont les colonels Lachapelle, Lora et Noguera. D'autres officiers étaient également présents. Quelques minutes plus tard le colonel Caamaño est arrivé, accompagné du Dr Cury. Le colonel Caamaño a protesté contre ce qu'il a qualifié d'actes constants d'hostilité de la part des forces qui, suppose-t-il, se trouvaient dans le camp du 27 février sur la rive est du fleuve Ozama, où j'ai présumé qu'il y avait des forces du général Imbert. Il a ajouté qu'il protesterait dûment devant les Nations Unies. Les officiers du

/...

commandement du colonel Caamaño ont indiqué que les éclats de grenade qui avaient été ramassés et une fusée de bombe portant l'inscription 24/31ryg-mie 1918-i étaient en la possession du colonel Cavalcanti, à qui ils avaient été remis et qui les a montrés à toutes les personnes présentes.

L'entretien s'étant terminé à 23 h 45, nous nous sommes rendus à l'hôpital Padre Billini où nous avons été reçus par le Dr Ramon Baez, qui nous a conduits à la Morgue, où nous avons pu voir les cadavres d'une jeune femme et d'un enfant qui, selon les renseignements que nous avons pu recueillir, étaient morts à la suite de l'explosion d'une grenade. On nous a dit aussi que trois autres enfants avaient été blessés mais qu'ils dormaient, et nous n'avons pas voulu les déranger. Nous avons quitté la zone du colonel Caamaño, les mêmes dispositions ayant été prises que lors de notre entrée, et nous sommes arrivés à l'hôtel Embajador vers 1 heure du matin le 5 juin.

Les détails de l'inspection effectuée pendant la nuit du 4 juin ont été portés à la connaissance du général Panasco Alvim, commandant en chef de la FIP, pour que le commandement unifié puisse faire les enquêtes nécessaires et prendre les mesures voulues. Le général Panasco Alvim a fait faire une enquête et m'a communiqué les renseignements préliminaires suivants, qui complètent les faits que j'ai déjà rapportés dans mon télégramme de ce matin :

1. Toutes les enquêtes auxquelles il a été procédé permettent de conclure que les coups de feu n'ont pas été tirés par les troupes de la FIP. De son côté, le général York a lui-même entrepris une enquête et a fait savoir vers minuit hier qu'aucun soldat des forces des Etats-Unis n'avait tiré de coups de feu ni depuis le corridor ni depuis le côté est du fleuve Ozama. En réalité, la dernière violation du cessez-le-feu a été le fait des forces du colonel Caamaño, contre lesquelles les forces des Etats-Unis ont riposté; ces échanges de coups de feu ont eu lieu à 9 h 44 du matin le 4 juin; au cours de la riposte il n'a été utilisé que 4 balles de rifle m-1.

2. Techniquement, les tirs de mortier peuvent venir de n'importe quelle direction.

/...

3. L'examen préliminaire des fragments de munitions permet de dire que ce sont de vieilles munitions qui ont été utilisées, et qu'il faudra procéder à une étude technique pour en déterminer l'origine.

4. Le colonel Calvacanti détient les preuves matérielles.

5. Les enquêtes faites par le général York et par les commissions de l'OEA, ainsi que par la FIP elle-même, n'ont pas permis de préciser l'origine des coups de feu.

Le Secrétaire général de l'OEA,
José A. MORA"

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire général adjoint de
l'Organisation des Etats américains,
(Signé) William SANDERS